Recherches sociographiques

Nelson MICHAUD, (dir.), *50 ans de construction des administrations publiques. Regards croisés entre la France et le Québec*, Presses de l'Université du Québec, Québec, 164 p., 2016.

Marie-Hélène L'Heureux

Volume 59, numéro 1-2, janvier-juillet 2018

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1051440ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1051440ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Département de sociologie, Faculté des sciences sociales, Université Laval

ISSN

0034-1282 (imprimé)

1705-6225 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

L'Heureux, M.-H. (2018). Compte rendu de [Nelson MICHAUD, (dir.), *50 ans de construction des administrations publiques. Regards croisés entre la France et le Québec*, Presses de l'Université du Québec, Québec, 164 p., 2016.] *Recherches sociographiques*, 59(1-2), 287–289. <https://doi.org/10.7202/1051440ar>

riques. C'est ainsi qu'elles procèdent à la critique de la culture; ainsi aussi qu'elles éliminent l'homme pour mieux le reconstruire.

Il y aurait beaucoup à dire sur la vision de l'histoire de Dumont. L'ouvrage de Julien Goyette s'adresse essentiellement à ceux qui connaissent bien l'œuvre du sociologue de Laval, ce qui est parfaitement légitime. Il utilise le même langage, il reprend les mêmes formules et se montre parfois trop complaisant. Assez curieusement, il ne dit rien sur l'histoire personnelle et collective dans laquelle Dumont s'inscrit. Il ne discute pas non plus de sa place dans la tradition sociologique du Québec. En quoi a-t-il été, et de loin, le sociologue québécois le plus important de sa génération? Quelle est sa place dans notre histoire intellectuelle? Que pensait Dumont, par exemple, des historiens de Laval et de l'École de Montréal? Quelle est la nature de son héritage? Ce n'est là qu'un échantillon de questions que l'on peut poser à la lecture de l'ouvrage de Goyette. En ce sens, il appelle à l'ouverture d'horizons plus vastes encore.

Robert LEROUX

École d'études sociologiques et anthropologiques
Université d'Ottawa
roleroux@uottawa.ca

Nelson MICHAUD, (dir.), *50 ans de construction des administrations publiques. Regards croisés entre la France et le Québec*, Presses de l'Université du Québec, Québec, 164 p., 2016.

Cet ouvrage collectif propose un retour sur les transformations de l'administration publique au Québec et en France, au cours des 50 dernières années. Recueillant les actes d'un colloque sur le cinquantenaire des relations entre le Québec et l'École nationale d'administration (ENA), l'ouvrage présente un survol des influences et transformations significatives de l'action publique dans les secteurs de l'éducation, la santé, la décentralisation territoriale et l'économie. Il inclut aussi, en introduction et conclusion, deux chapitres intégrateurs qui permettent de contextualiser l'analyse et offrir des réflexions provenant, entre autres, du « regard croisé » des « Grands Témoins », praticiens experts français et québécois, ayant participé au colloque.

L'introduction permet de se situer sur les plans historique et conceptuel. La présentation des diverses influences ayant orienté, historiquement, le développement politique et administratif du Québec et provenant notamment de la Grande-Bretagne, des États-Unis et de la France, est particulièrement intéressante et contribue positivement à la compréhension de l'évolution des relations entre le Québec et la France. Conceptuellement, la notion de « globalisation » est proposée en toile de fond des analyses thématiques conformant l'ouvrage. La définition adoptée met l'accent sur les différents « visages » (économique, politique, civique, entre

autres) de la globalisation, sa tendance à la normalisation ainsi que le rôle médiateur de l'État dans l'adaptation des normes à la réalité et aux besoins du contexte national (p.9-14).

Sur le plan thématique, les chapitres offrent tour à tour une présentation détaillée des principales dimensions de changement et de continuité, ainsi que des facteurs d'influence, dans les secteurs étudiés. Alors que les deux premiers secteurs analysés – l'éducation et la santé – abordent davantage les transformations vécues au Québec, les deux chapitres suivants s'inscrivent plus directement dans une dimension comparative. En ce sens, la conclusion de l'ouvrage, présentant les principaux apports des praticiens experts français et québécois au cours du colloque, contribue à renforcer la dimension comparative et enrichit l'information présentée dans les chapitres thématiques.

Dans le secteur de l'éducation, Nancy Brassard présente les principales réformes vécues au Québec, l'influence des courants de pensée français et américains sur la définition des contenus du programme scolaire et finalement la définition d'un modèle pédagogique québécois. Elle rappelle aussi l'importance des accords de collaboration entre le Québec et la France. Dans le secteur de la santé et des services sociaux, Louis Demers et Bruno-Pier Provençal illustrent l'utilité du concept de « dépendance envers un sentier », qui souligne l'influence des décisions passées et des structures en place, afin d'expliquer les résultats observés des réformes mises en oeuvre dans le secteur sociosanitaire au Québec. Pour sa part, Paul-André Comeau approfondit la présentation des principales réformes en France et identifie des « situations et constats » (p. 129) similaires entre la France et le Québec, tout en notant que les deux systèmes présentent leurs propres particularités qui les distinguent dans les réponses données par chacune des administrations publiques.

Dans le chapitre portant sur la décentralisation, Serge Belley et Alexandre Morin identifient des facteurs conjoncturels ayant influencé simultanément les réformes en France et au Québec. Ces facteurs touchent la prise de conscience des acteurs locaux quant aux limites à leur capacité d'action, l'accroissement au niveau international de la compétitivité entre les villes et régions, et l'effet du contexte financier restrictif. Finalement, Stéphane Paquin et Jean-Patrick Brady présentent une analyse comparative nuancée des changements sur les plans économique et social en France, au Canada et au Québec, à partir d'une variété d'indicateurs.

En somme, l'ouvrage offre un tour d'horizon pertinent des transformations ayant marqué la construction des administrations publiques au Québec et en France dans les secteurs sélectionnés, ainsi que de l'évolution des relations entre le Québec et la France. Il contribue aussi à l'accumulation d'information empirique, actuelle et historique, ainsi qu'à la synthèse de connaissances sur le sujet. Finalement, la lecture de l'ouvrage est agrémentée par l'invitation à consulter en ligne l'ensemble des présentations et discussions du colloque, ainsi que par l'ajout d'une bibliographie indicative.

L'ouvrage invite aussi à réfléchir à la question des transformations de la gestion publique, sous l'angle de ses principaux paradigmes, en particulier l'ad-

ministration publique traditionnelle, la nouvelle gestion publique et la nouvelle gouvernance publique. Le chapitre 2, portant sur le système sociosanitaire, aborde notamment la question de l'influence des idées associées à la nouvelle gestion publique sur les réformes récentes. Qu'en est-il dans les autres secteurs ? Comment ces influences se comparent-elles dans les secteurs analysés entre le Québec et la France ? Bien que le traitement de ces questions aille au-delà de l'objectif visé par l'ouvrage, les évolutions relatées et les débats soulevés dans les différents chapitres suggèrent implicitement certains éléments de réponse et incitent à continuer à s'intéresser aux apprentissages qu'offrent les observations issues de ces deux contextes politico-administratifs.

Marie-Hélène L'HEUREUX

Université Laval
marie-helene.lheureux.1@ulaval.ca

Annie CHALOUX, (dir.), *L'action publique environnementale au Québec. Entre local et mondial*, Montréal, Les Presses de l'Université de Montréal, 2017, 292 p.

L'ouvrage se veut un manuel d'introduction à la politique environnementale du Québec. Il s'adresse aux étudiantes et étudiants du premier cycle et à toute personne souhaitant s'initier aux enjeux des politiques publiques dans le domaine de l'environnement. À notre connaissance, il s'agit du premier manuel de ce type qui porte sur le Québec. Le livre est divisé en trois parties : mise en contexte, institutionnalisation de l'action publique et domaines d'action. Il contient treize chapitres rédigés par dix-huit chercheurs provenant de différentes disciplines (science politique, sociologie, études urbaines, sciences de l'environnement, droit).

La première partie, plus courte, contextualise l'enjeu environnemental. Une contribution décrypte l'évolution et la diversité des discours environnementaux. Certains discours, tel celui sur le développement durable, sont repris par les élites pour justifier l'action ou l'inaction politique. D'autres discours, souvent plus radicaux, sont portés par les groupes écologistes. Un chapitre décrit l'hétérogénéité et les modes d'organisation du mouvement vert au Québec et construit une typologie basée sur les différentes valeurs écologistes. Un dernier texte essaie de percer l'énigme du faible vote politique pour les partis verts à travers le Canada. Le phénomène du vote stratégique ne semble pas y jouer un rôle majeur.

La deuxième partie de la publication est dédiée à l'institutionnalisation des politiques publiques environnementales et à la mise en place de différents moyens d'action dans le domaine. Les auteurs soulignent trois particularités du contexte québécois. Il y a d'abord un partage des compétences dans la gestion et la pro-